



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 74.860/2
du 11 décembre 2023

advies 74.860/2
van 11 december 2023

sur

over

un projet d'arrêté royal 'relatif
au Conseil fédéral d'aide
médicale urgente et aux
Commissions d'aide
médicale urgente'

een ontwerp van koninklijk
besluit 'betreffende de
Federale Raad voor dringende
geneeskundige hulpverlening
en de Commissies voor
dringende geneeskundige
hulpverlening'

Le 13 novembre 2023, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique à communiquer un avis dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal 'relatif au Conseil fédéral d'aide médicale urgente et aux Commissions d'aide médicale urgente'.

Le projet a été examiné par la deuxième chambre le 11 décembre 2023. La chambre était composée de Patrick RONVAUX, président de chambre, Pierre-Olivier DE BROUX et Laurence VANCRAVEBECK, conseillers d'État, Christian BEHRENDT et Jacques ENGLEBERT, assesseurs, et Béatrice DRAPIER, greffier.

Le rapport a été présenté par Ambre VASSART, auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise de l'avis a été vérifiée sous le contrôle de Pierre-Olivier DE BROUX.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 11 décembre 2023.

*

Op 13 november 2023 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Vice-eersteminister en Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'betreffende de Federale Raad voor dringende geneeskundige hulpverlening en de Commissies voor dringende geneeskundige hulpverlening'.

Het ontwerp is door de tweede kamer onderzocht op 11 december 2023. De kamer was samengesteld uit Patrick RONVAUX, kamervoorzitter, Pierre-Olivier DE BROUX en Laurence VANCRAVEBECK, staatsraden, Christian BEHRENDT en Jacques ENGLEBERT, assessoren, en Béatrice DRAPIER, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Ambre VASSART, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre-Olivier DE BROUX.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 11 december 2023.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

OBSERVATION GÉNÉRALE

Le projet d'arrêté à l'examen vise à instituer un Conseil fédéral d'aide médicale urgente auprès de la Direction générale « Préparation et réaction » du SPF Santé publique, sécurité de la chaîne alimentaire et Environnement ainsi que des Commissions d'aide médicale urgente dans chaque province et dans l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale. Il entend ainsi remplacer les arrêtés royaux du 5 juillet 1994 'créant un Conseil national des secours médicaux d'urgence' et du 10 août 1998 'instituant les Commissions d'Aide médicale urgente' qu'il abroge.

Dans l'avis 72.491/2 donné le 5 décembre 2022 sur un avant-projet de loi 'portant création du Comité d'étude sur les investissements publics', la section de législation a synthétisé dans les termes suivants les principes qui président à la création d'un organe consultatif destiné à titre principal à éclairer le Gouvernement dans un domaine déterminé de l'action des pouvoirs publics :

« Selon la jurisprudence constante de la section de législation du Conseil d'État, des organes consultatifs peuvent être créés par le Roi en vertu soit de l'article 37 de la Constitution, soit des articles 37 et 107, alinéa 2, de la Constitution pour autant qu'il s'agisse d'organes consultatifs purement internes à l'administration ayant pour tâche d'informer le Gouvernement ou de formuler des avis ou propositions de manière facultative. Si toutefois la consultation d'un tel organe est obligatoire, s'il s'agit d'un avis contraignant¹ ou si des tiers étrangers à l'administration font partie de cet organe ou participent à l'élaboration des avis ou si des obligations sont imposées à des tiers, comme celle, pour les organisations représentatives, de présenter des candidats comme membres de l'organe consultatif, la création, les missions et la composition de cet organe, les indemnités

¹ Note de bas de page n° 3 de l'avis cité : Sans préjudice de l'inadmissibilité, en principe, de ce cas de figure.

ou rémunérations qui sont éventuellement octroyées aux membres ainsi que les règles essentielles de son fonctionnement doivent être réglées par le législateur ²⁻³.

En dehors de ces hypothèses, l'intervention du pouvoir législatif n'est possible et requise que dans des matières concernant des dispositions qui, en vertu de la Constitution ou d'une loi de réformes institutionnelles, ne peuvent être édictées que par le législateur.

Par conséquent, de deux choses l'une :

– soit l'intention poursuivie est d'instituer le 'Comité d'étude sur les investissements publics' comme un organe consultatif purement interne à l'administration ayant pour tâche de formuler des avis facultatifs : il s'agit dans ce cas d'une matière attribuée au pouvoir exécutif par la Constitution et une intervention du pouvoir législatif par la voie d'une loi n'est pas admissible ⁴ ;

– soit l'intention est de rendre la consultation du 'Comité d'étude sur les investissements publics' obligatoire ou de prévoir la participation obligatoire au Comité de tiers étrangers à l'administration ou de leur imposer des obligations (comme par exemple celle de présenter des candidats comme membres du Comité) : dans ce cas, la création, les missions et la composition du Comité, les indemnités ou rémunérations qui sont éventuellement octroyées aux membres ainsi que les règles essentielles de son fonctionnement doivent être prévues par l'avant-projet.

L'avant-projet sera par conséquent réexaminé à la lumière de la présente observation ».

Ces principes s'appliquent *mutatis mutandis* au projet d'arrêté à l'examen.

En l'espèce, il semble se déduire des règles de fonctionnement du Conseil fédéral et des Commissions d'aide médicale urgente, qui sont prévues aux articles 9 et 18 du projet, que ce Conseil et ces Commissions peuvent fonctionner sur la base d'une participation purement facultative des personnes extérieures qui les composent et sans que les associations ou organisations appelées à les présenter ne soient contraintes à procéder aux présentations sollicitées.

² Note de bas de page n° 4 de l'avis cité : Sur les compétences respectives du pouvoir exécutif et du législateur en matière de création d'organes rattachés au pouvoir exécutif, voir de nombreux avis de la section de législation, notamment l'avis 43.685/4 donné le 12 mars 2008 sur un avant-projet devenu le décret du 6 novembre 2008 'portant rationalisation de la fonction consultative' (*Doc. parl.*, Parl. Wall., 2007-2008, n° 820/1, pp. 16 à 26), l'avis 40.040/2 donné le 10 avril 2006 sur l'avant-projet devenu la loi du 20 juillet 2006 'instaurant la Commission de modernisation de l'ordre judiciaire et le Conseil général des partenaires de l'ordre judiciaire' (*Doc. parl.*, Sénat, 2005-2006, n° 1720/1, pp. 40 à 42), l'avis 46.879/3 donné le 9 juillet 2009 sur un projet d'arrêté royal 'modifiant l'arrêté royal du 15 septembre 1924 portant organisation de la représentation officielle de l'agriculture', l'avis 51.393/3 donné le 5 juin 2012 sur un projet devenu la loi du 20 juillet 2012 'modifiant la loi du 20 janvier 1999 visant la protection du milieu marin dans les espaces marins sous la juridiction de la Belgique, en ce qui concerne l'organisation de l'aménagement des espaces marins' (*Doc. parl.*, Chambre, 2011-2012, n° 53-2295/1, pp. 13 et 14), l'avis 53.348/1 donné le 12 juin 2013 sur un projet devenu l'arrêté royal du 7 octobre 2013 'modifiant l'arrêté royal du 11 avril 1975 réorganisant l'Office médico-légal' et l'avis 64.220/3 donné le 26 septembre 2018 sur un projet devenu l'arrêté royal du 11 novembre 2018 'portant création d'un Health Advisory Board pour B-F.A.S.T. (Belgian First Aid and Support Team)'.

³ Note de bas de page n° 5 de l'avis cité : En revanche, les dispositions constitutionnelles précitées autorisent bien le Roi à associer des tiers étrangers à l'administration dans les organes consultatifs qu'il crée et à prévoir la présentation de ces tiers par des associations ou organisations tierces lorsque la participation des intéressés à ces organes consultatifs est conçue de manière purement facultative et que les associations appelées à les présenter ne sont pas contraintes à procéder aux présentations sollicitées.

⁴ Note de bas de page n° 6 de l'avis cité : Principes de technique législative – Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires, www.raadvst-consetat.be, onglet « technique législative », recommandation n° 7.1.2.

C'est en tout cas dans cette lecture que le projet d'arrêté ne pose pas de difficultés à l'égard des principes rappelés ci-avant et que la section de législation a procédé à son examen.

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

Article 1^{er}

De l'accord du délégué du Ministre, le texte du 2° sera formulé comme suit :

« service d'ambulance : service d'ambulance visé à l'article 3bis de la loi ».

Article 6

Le paragraphe 2 est en défaut de préciser si le président du Conseil, nommé par le Ministre, est choisi parmi les membres du Conseil énumérés à l'article 5.

Si tel est le cas, la disposition devra le préciser.

Article 9

Au paragraphe 1^{er}, l'auteur du projet vérifiera si son intention est bien de fixer le quorum de présence à la moitié plutôt qu'à la majorité des membres.

La même observation vaut pour l'article 18, § 1^{er}.

Article 10

Au 1°, il est question d'attribuer un jeton de présence particulier pour « les présidents et les présidents suppléants ». La section de législation n'aperçoit toutefois pas pourquoi il est question de plusieurs présidents dès lors qu'il y a un seul président pour le Conseil et le Bureau, ni à quoi correspond la notion de présidents suppléants dès lors que la manière d'organiser la suppléance du président n'apparaît pas clairement dans le dispositif en projet, en particulier si le président n'est pas choisi parmi les membres du Conseil ⁵.

Ces éléments liés à la suppléance seront clarifiés dans le dispositif et l'article 10 sera revu en conséquence.

⁵ Plusieurs hypothèses sont en effet envisageables et l'on peut ainsi se demander si, en cas d'empêchement du président, ce rôle est assumé par l'un des vice-présidents ou bien, lorsque le président est choisi parmi les membres effectifs du Conseil, par son suppléant ou encore, lorsque le président est choisi en dehors des membres effectifs du Conseil, par une autre personne choisie en dehors des membres effectifs du Conseil pour assumer le rôle de suppléant du président.

Article 13

Le 3° prévoit que parmi les missions confiées au Bureau de la Commission se trouve celle de « procéder à la mise en place de directives fédérales, en vue d'organiser et de mettre en œuvre l'aide médicale urgente ». Cette mission pourrait s'entendre comme étant un pouvoir réglementaire.

L'attribution d'un pouvoir réglementaire à une autorité extérieure au Gouvernement, non politiquement responsable, n'est en principe pas conforme aux principes généraux de droit public en ce qu'il est ainsi porté atteinte au principe de l'unité du pouvoir réglementaire et qu'un contrôle parlementaire direct fait alors défaut. En outre, les garanties dont est assortie la réglementation classique, telles que celles en matière de publication, de contrôle préventif exercé par la section de législation et de rang précis dans la hiérarchie des normes sont absentes.

Si, dans le passé, la section de législation a déjà jugé admissibles certaines exceptions à l'interdiction de déléguer une compétence réglementaire à de tels organismes ou institutions, il s'agissait généralement de délégations de portée limitée et d'une technicité telle qu'il pouvait être considéré que les organismes ou institutions qui devaient appliquer la réglementation concernée étaient également les mieux placés pour l'élaborer en connaissance de cause et exercer la compétence ainsi déléguée. Dans ces derniers cas de figure, il est alors généralement recommandé que, vu les principes précités relatifs à l'unité du pouvoir réglementaire et à la responsabilité politique des titulaires du pouvoir exécutif devant le Parlement, les règlements en question soient soumis à tout le moins à l'approbation du Gouvernement ou de l'un de ses ministres.

Il convient dès lors que l'auteur du projet s'assure que la mission visée ne s'analyse pas comme un pouvoir réglementaire ou, à défaut, qu'il puisse être en mesure de justifier qu'elle n'a pour objet que des mesures de portée limitée et techniques. Dans le cas contraire, les pouvoirs réglementaires que l'article 13 confère au bureau de la Commission ne sont pas admissibles au regard des principes rappelés ci-dessus.

Article 15

Au paragraphe 2, 3°, le délégué du Ministre a confirmé que le mot « ides » n'était pas une abréviation.

Par conséquent, il sera remplacé par le mot « des ».

Article 16

Au paragraphe 5 la section de législation n'aperçoit pas comment la règle qui y est énoncée s'articule avec le processus d'élection des membres tel qu'il est organisé par l'article 16, l'élection des membres effectifs et suppléants étant concomitante.

Par ailleurs, la nature même de la « règle » énoncée au paragraphe 5 apparaît mal puisqu'elle ne vaut que « dans la mesure du possible ».

Le paragraphe 5 sera revu à la lumière de la présente observation.

Articles 19 et 20

Eu égard à l'abrogation des arrêtés royaux du 5 juillet 1994 et du 10 août 1998 par les articles 19 et 20, l'auteur du projet veillera à modifier les différents textes dans lesquels il est fait référence à ces arrêtés. Sans que ce soit exhaustif, la section de législation attire ainsi l'attention de l'auteur du projet sur ce que, dans l'arrêté royal du 2 avril 1965 'déterminant les modalités d'organisation de l'aide médicale urgente et portant désignation des communes comme centres du système d'appel unifié', l'article 1^{er}, 4° et 5°, qui fait référence à l'arrêté royal du 10 août 1998, devra être modifié afin de faire référence à l'arrêté en projet.

Le projet d'arrêté sera dès lors complété par les dispositions modificatives requises par l'abrogation des arrêtés prévue aux articles 19 et 20.

*

Aangezien de adviesaanvraag is ingediend op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

ALGEMENE OPMERKING

Het voorliggende ontwerpbesluit strekt tot oprichting van een Federale Raad voor dringende geneeskundige hulpverlening bij het directoraat-generaal “Paraatheid en Respons” van de FOD Volksgezondheid, Veiligheid van de voedselketen en Leefmilieu, alsook tot oprichting van commissies voor dringende geneeskundige hulpverlening in elke provincie en in het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad. Bedoeling is op die manier de koninklijke besluiten van 5 juli 1994 ‘tot oprichting van een Nationale Raad voor dringende geneeskundige hulpverlening’ en van 10 augustus 1998 ‘tot oprichting van de Commissies voor Dringende Geneeskundige Hulpverlening’, die worden opgeheven, te vervangen.

In advies 72.491/2 van 5 december 2022 over een voorontwerp van wet ‘tot instelling van de Studiecommissie voor de Overheidsinvesteringen’ heeft de afdeling Wetgeving als volgt samengevat welke beginselen aan de basis liggen van de oprichting van een adviesorgaan dat in hoofdzaak ertoe dient de regering wegwijs te maken in een welbepaald domein van het overheidsoptreden:

“Volgens vaste adviespraktijk van de afdeling Wetgeving van de Raad van State kunnen op grond van hetzij artikel 37 van de Grondwet, hetzij de artikelen 37 en 107, tweede lid, ervan, adviesorganen worden opgericht, voor zover het louter binnen het bestuur georganiseerde adviesorganen betreft die tot taak hebben de regering voor te lichten of die op verzoek van de regering adviezen kunnen geven of voorstellen kunnen doen. Indien evenwel de raadpleging van een adviesorgaan verplicht is, het om een bindend advies¹ gaat of derden van buiten de overheidsadministratie deel uitmaken van het adviesorgaan of bij de advisering betrokken worden of indien verplichtingen worden opgelegd aan derden, zoals het bepalen dat representatieve verenigingen kandidaten moeten voordragen als lid van het adviesorgaan, dienen de oprichting, de opdrachten en de samenstelling ervan, de vergoedingen of bezoldigingen die eventueel aan de leden ervan worden toegekend,

¹ Voetnoot 3 van het geciteerde advies: Onverminderd de onaanvaardbaarheid, in beginsel, van dat geval.

alsmede de essentiële regels inzake de werkwijze ervan door de wetgever te worden bepaald.²⁻³

Buiten die gevallen is het optreden van de wetgevende macht enkel mogelijk en vereist inzake aangelegenheden met betrekking tot bepalingen die krachtens de Grondwet of een wet tot hervorming der instellingen enkel door de wetgever kunnen worden uitgevaardigd.

Bijgevolg dienen zich twee mogelijkheden aan:

– ofwel is het de bedoeling de ‘Studiecommissie voor overheidsinvesteringen’ op te richten als een adviesorgaan dat louter intern is aan de administratie en dat als taak heeft adviezen te geven wanneer het erom verzocht wordt: in dat geval gaat het om een aangelegenheid die bij de Grondwet wordt opgedragen aan de uitvoerende macht en is een inmenging van de wetgevende macht bij wet verboden;⁴

– ofwel is het de bedoeling om de raadpleging van de ‘Studiecommissie voor overheidsinvesteringen’ verplicht te stellen of om te voorzien in de verplichte deelname aan die commissie van derden van buiten de overheidsadministratie of om hen verplichtingen op te leggen (zoals bijvoorbeeld de verplichting om kandidaten voor te dragen als leden van de commissie): in dat geval moeten de oprichting, de opdrachten en de samenstelling van de commissie, de vergoedingen of bezoldigingen die eventueel aan de leden ervan worden toegekend, alsmede de essentiële regels inzake de werkwijze ervan in het voorontwerp worden bepaald.

Het voorontwerp moet derhalve opnieuw worden herzien in het licht van die opmerking.”

Die beginselen zijn *mutatis mutandis* van toepassing op het voorliggende ontwerpbesluit.

² Voetnoot 4 van het geciteerde advies: Aangaande de respectieve bevoegdheden van de uitvoerende macht en van de wetgever op het stuk van de oprichting van organen toegevoegd aan de uitvoerende macht, zie de talloze adviezen van de afdeling Wetgeving van de Raad van State, inzonderheid advies 43.685/4 van 12 maart 2008 over een voorontwerp dat heeft geleid tot het decreet van 6 november 2008 ‘houdende rationalisatie van de adviesverlenende functie’ (*Parl.St. W.Parl.* 2007-08, nr. 820/1, 16 tot 26), advies 40.040/2 van 10 april 2006 over een voorontwerp dat heeft geleid tot de wet van 20 juli 2006 ‘tot instelling van de Commissie voor de Modernisering van de Rechterlijke Orde en de Algemene Raad van de partners van de Rechterlijke Orde’ (*Parl.St. Senaat* 2005-06, nr. 1720/1, 40 tot 42), advies 46.879/3 van 9 juli 2009 over een ontwerp van koninklijk besluit ‘tot wijziging van het koninklijk besluit van 15 september 1924 ‘tot inrichting van een officiële vertegenwoordiging van de landbouw’, advies 51.393/3 van 5 juni 2012 over een ontwerp dat heeft geleid tot de wet van 20 juli 2012 ‘tot wijziging van de wet van 20 januari 1999 ter bescherming van het mariene milieu in de zeegebieden onder de rechtsbevoegdheid van België, wat de organisatie van de mariene ruimtelijke planning betreft’, (*Parl.St. Kamer*, 2011-12, nr. 53-2295/1, 13 en 14), advies 53.348/1 van 12 juni 2013 over een ontwerp dat heeft geleid tot het koninklijk besluit van 7 oktober 2013 ‘tot wijziging van het koninklijk besluit van 11 april 1975 tot herinrichting van de Gerechtelijk-Geneeskundige Dienst’ en advies 64.220/3 van 26 september 2018 over een ontwerp dat heeft geleid tot het koninklijk besluit van 11 november 2018 ‘houdende oprichting van een Health Advisory Board voor B-F.A.S.T. (Belgian First Aid and Support Team)’.

³ Voetnoot 5 van het geciteerde advies: De voornoemde grondwettelijke bepalingen machtigen de Koning daarentegen wel om derden van buiten de overheidsadministratie te betrekken bij de door hem opgerichte adviesorganen en om te voorzien in de voordracht van die derden door derden-verenigingen of organisaties wanneer de deelname van de betrokkenen aan die adviesorganen louter facultatief is en de verenigingen die hen moeten voordragen niet verplicht zijn om tot die gevraagde voordrachten over te gaan.

⁴ Voetnoot 6 van het geciteerde advies: *Beginselen van de wetgevingstechniek – Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tabblad “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 7.1.2.

Uit de regels voor de werkwijze van de Federale Raad en van de Commissies voor dringende geneeskundige hulpverlening, vastgelegd in de artikelen 9 en 18 van het ontwerp, lijkt men *in casu* te kunnen afleiden dat die Raad en die commissies kunnen functioneren op basis van een louter facultatieve deelname van de externe personen uit wie ze zijn samengesteld, zonder dat de verenigingen en organisaties die hen moeten voordragen, verplicht worden de gevraagde voordrachten te doen.

Het is althans in die interpretatie dat het ontwerpbesluit geen problemen oplevert ten aanzien van die hierboven in herinnering gebrachte beginselen en dat de afdeling Wetgeving haar onderzoek heeft gevoerd.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

Artikel 1

De gemachtigde van de minister is het ermee eens dat de tekst van punt 2° moet worden geformuleerd als volgt:

“ambulancedienst: de ambulancedienst zoals bedoeld in artikel 3bis van de wet.”

Artikel 6

In paragraaf 2 wordt niet gestipuleerd of de door de minister benoemde voorzitter van de Raad wordt gekozen uit de in artikel 5 opgesomde leden van de Raad.

Als dat het geval is, moet dat nader worden aangegeven in de bepaling.

Artikel 9

Wat paragraaf 1 betreft, moet de steller van het ontwerp nagaan of het wel degelijk in zijn bedoeling ligt het aanwezigheidsquorum vast te stellen op de helft veeleer dan op de meerderheid van de leden.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 18, § 1.

Artikel 10

In punt 1° is sprake van een bijzonder presentiegeld voor “de voorzitters en plaatsvervangend voorzitters”. De afdeling Wetgeving ziet evenwel niet in waarom er sprake is van meerdere voorzitters, aangezien er een enkele voorzitter is voor de Raad en het bureau, noch wat het begrip “plaatsvervangend voorzitters” behelst, aangezien uit het ontworpen dispositief niet

duidelijk naar voren komt hoe de plaatsvervangende voorzitter wordt geregeld, in het bijzonder wanneer de voorzitter niet uit de leden van de Raad wordt gekozen.⁵

Die elementen, die met de plaatsvervangende verband houden, moeten worden verduidelijkt in het dispositief, en artikel 10 moet dienovereenkomstig worden herzien.

Artikel 13

Punt 3° bepaalt dat een van de opdrachten die aan het bureau van de Commissie worden verleend, bestaat in “het bewerkstelligen van de uitrol van federale richtlijnen, met het oog op de organisatie en de uitvoering van de dringende geneeskundige hulpverlening”. Die opdracht zou kunnen worden opgevat als een verordenende bevoegdheid.

Het verlenen van een verordenende bevoegdheid aan een autoriteit die niet tot de regering behoort en die geen politieke verantwoording verschuldigd is, is in beginsel niet in overeenstemming met de algemene publiekrechtelijke beginselen omdat het raakt aan het beginsel van de eenheid van de verordenende macht en er in dat geval een rechtstreekse parlementaire controle ontbreekt. Bovendien ontbreken de waarborgen waarmee de klassieke regelgeving gepaard gaat, zoals die inzake de bekendmaking, de preventieve controle door de afdeling Wetgeving en de duidelijke plaats in de hiërarchie der normen.

Als de afdeling Wetgeving in het verleden al bepaalde uitzonderingen op het verbod van delegatie van een verordenende bevoegdheid aan zulke instanties of instellingen toelaatbaar heeft geacht, betrof het doorgaans delegaties met een beperkte draagwijdte en van een zodanig technische aard dat men ervan kon uitgaan dat de instanties of instellingen die de betrokken regelgeving dienden toe te passen, ook het best geplaatst waren om die met kennis van zaken uit te werken en de aldus gedelegeerde bevoegdheid uit te oefenen. In die laatstgenoemde gevallen wordt dan meestal aanbevolen de verordeningen in kwestie op zijn minst door de regering of door een van haar ministers te doen goedkeuren, gelet op de voornoemde principes inzake de eenheid van de verordenende macht en inzake de politieke verantwoording die de personen bij wie de uitvoerende macht berust, aan het parlement verschuldigd zijn.

De steller van het ontwerp dient zich er dan ook van te vergewissen dat de beoogde opdracht niet kan worden uitgelegd als een verordenende bevoegdheid. Zo niet, moet hij kunnen rechtvaardigen dat die opdracht enkel op technische maatregelen met een beperkte draagwijdte slaat. Anders zijn de verordenende bevoegdheden die artikel 13 aan het bureau van de Commissie verleent, niet toelaatbaar ten aanzien van de hierboven in herinnering gebrachte beginselen.

⁵ Er zijn namelijk meerdere mogelijkheden denkbaar wanneer de voorzitter verhinderd is. Wordt die rol dan vervuld door een van de ondervoorzitters of, ingeval de voorzitter is gekozen uit de effectieve leden van de Raad, door zijn plaatsvervanger? Of wordt, ingeval de voorzitter buiten de effectieve leden van de Raad is gekozen, die rol vervuld door een andere persoon die met dat doel buiten de effectieve leden van de Raad wordt gekozen?

Artikel 15

De gemachtigde van de minister heeft bevestigd dat het woord “ides” in de Franse tekst van paragraaf 2, 3°, geen afkorting is.

Bijgevolg moet het worden vervangen door het woord “des”.

Artikel 16

De afdeling Wetgeving ziet niet in hoe de in paragraaf 5 vervatte regel verenigbaar is met de wijze waarop de leden worden verkozen, zoals geregeld in artikel 16, aangezien de verkiezing van de effectieve en de plaatsvervangende leden tegelijk plaatsvindt.

Bovendien blijkt niet duidelijk wat de aard is van de in paragraaf 5 vervatte “regel”, aangezien deze slechts geldt “in de mate van het mogelijke”.

Paragraaf 5 moet worden herzien in het licht van deze opmerking.

Artikelen 19 en 20

Gelet op de opheffing van de koninklijke besluiten van 5 juli 1994 en van 10 augustus 1998 bij de artikelen 19 en 20, dient de steller van het ontwerp erop toe te zien dat hij de verschillende teksten wijzigt waarin naar die besluiten wordt verwezen. Zonder volledigheid na streven, attendeert de afdeling Wetgeving de steller van het ontwerp bijvoorbeeld erop dat, in het koninklijk besluit van 2 april 1965 ‘houdende vaststelling van de modaliteiten tot inrichting van de dringende geneeskundige hulpverlening en houdende aanwijzing van de gemeenten als centra van het eenvormig oproepstelsel’, artikel 1, 4° en 5°, waarin naar het koninklijk besluit van 10 augustus 1998 wordt verwezen, moet worden gewijzigd zodat het naar het ontworpen besluit verwijst.

Het ontwerpbesluit moet bijgevolg worden aangevuld met de wijzigingsbepalingen waartoe de in de artikelen 19 en 20 voorziene opheffing noopt.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Béatrice DRAPIER

Patrick RONVAUX